

APPEL DES ELUS

CONTRE LE PROJET DE LOI SARKOZY

POUR UN ETAT VOLONTAIRE ET SOLIDAIRE DANS LES QUARTIERS

Elus socialistes et républicains, nous condamnons avec force les violences urbaines que nous vivons au quotidien aux côtés de la population, violences qui appellent des sanctions fermes et proportionnées et nous dénonçons la responsabilité du gouvernement dans cette situation. Un an après les émeutes dans les quartiers, rien ou presque n'a changé : abandon de la police de proximité, insuffisance des crédits de la politique de la ville et pour l'aide aux associations, fermetures de nombreux services publics, explosion de la précarité, renforcement des ghettos... Le bilan du ministre de l'Intérieur est sans appel : 27% de plus d'atteintes aux personnes depuis 2002 !

Face à son échec, Nicolas Sarkozy cherche de nouveaux boucs émissaires pour masquer son incompetence. Son projet de loi soi-disant dédié à « la prévention de la délinquance » n'a d'autre objectif que de stigmatiser un peu plus la jeunesse et de se défausser sur les maires de la responsabilité de l'insécurité qu'il n'a pas su enrayer. Et ce d'autant que depuis quelques années les phénomènes de délinquance s'étendent aux petites villes et à des zones rurales jusqu'à présent épargnées. Les élus de ces communes peuvent en témoigner.

Nous dénonçons un texte d'opportunité électorale qui porte atteinte à la fonction de l'élu, aux libertés publiques et encourage le désengagement de l'Etat.

Nous ne serons pas les premiers maillons de la chaîne pénale ni les « super-patrons » de la sécurité, et nous ne tiendrons pas des fichiers relatifs à des données confidentielles sur nos concitoyens. Les maires ne sont pas en charge du contrôle social et parental. Si, depuis le gouvernement de Lionel Jospin, nous assumons en responsabilité notre participation à la coordination de l'ensemble des acteurs de la prévention et de la sécurité, nous refusons de nous substituer à l'Etat en matière de police et de justice. Ce n'est pas notre conception du mandat.

Nous, élus socialistes et républicains, qui assumons au quotidien la médiation et l'exigence d'une présence forte du service public pour le bien être de tous dans les quartiers, **demandons que l'Etat s'engage à assurer effectivement la prévention et la sécurité.** Cela suppose, notamment, le rétablissement de la police de proximité en y mettant les moyens humains et les investissements nécessaires ; cela suppose aussi des moyens substantiels pour la justice afin de renforcer la prise en charge des mineurs délinquants.

Au-delà, nous sommes convaincus que seule la mise en œuvre d'une politique globale et durable dans les quartiers peut changer la donne. Face à l'insécurité sociale, il y a urgence sociale ! Les réponses s'appellent l'emploi, l'éducation, le logement, la mixité sociale, l'accès aux services publics, la défense de la laïcité et la lutte contre les discriminations.

Nous estimons que la question de la prévention de la délinquance mérite mieux qu'un texte bâclé, au service des seuls intérêts électoraux du candidat Sarkozy.

Nous appelons l'ensemble des parlementaires saisis de ce texte à bien mesurer les conséquences de ce projet de loi, à entendre la voix des élus locaux et à rejeter ce texte inutile et dangereux.

Premiers signataires :

Martine Aubry, maire de Lille, **Jean-Marc Ayrault**, député-maire de Nantes, **Jean-Marie Bockel**, sénateur-maire de Mulhouse, **Jean-Pierre Balduyck**, maire de Tourcoing, **Claude Bartolone**, Député, adjoint au maire du Pré-st-Gervais, **Pierre Bourguignon**, député-maire de Sotteville-lès-Rouen, **Gérard Collomb**, sénateur-maire de Lyon, **Gérard Cosme**, maire du Pré-st-Gervais, **Bertrand Delanoë**, maire de Paris, **Michel Destot**, député-maire de Grenoble, **Claude Dilain**, maire de Clichy-sous-Bois, **François Hollande**, député-maire de Tulle, **Garo Hovsepien**, maire 13^{ème}, 14^{ème} arrdts de Marseille, **Bertrand Kern**, maire de Pantin, **André Laignel**, député européen, maire d'Issoudun, **Claudy Lebreton**, Pdt du Conseil général des Côtes d'Armor, adjoint au maire de Plénée-Jugon, **Jean-Yves Le Bouillonnet**, député-maire de Cachan, **Dominique Lefebvre**, maire de Cergy, **Martin Malvy**, Pdt du conseil régional Midi Pyrénées, adjoint au maire de Figeac, **Thierry Mandon**, maire de Ris-Orangis, **Hélène Mandroux**, maire de Montpellier, **Lisette Narducci**, maire 2^{ème}, 3^{ème} arrdts de Marseille, **Rémi Pavros**, maire de Maubeuge, **François Pupponi**, maire de Sarcelles, **François Rebsamen**, maire de Dijon, **Gilbert Roger**, maire de Bondy, **Christophe Rouillon**, maire de Coulaines, **René Rouquet**, député-maire d'Alfortville, **Alain Rousset**, Pdt du Conseil régional d'Aquitaine, adjoint au maire de Pessac, **Patrick Sève**, maire de l'Hay-les-Roses, **Manuel Valls**, député-maire d'Evry, **René Vandierendonck**, maire de Roubaix.